



Projet cofinancé par
l'Union européenne



Mis en œuvre par :



Niger : Gestion des défis migratoires au niveau des communes et des régions

Les collectivités territoriales nigériennes développent une meilleure compréhension de l'impact de la migration sur le développement local et y adaptent leurs prestations de services de base.

Les défis

La migration joue un rôle économique et culturel important au Niger. Cependant, les conséquences socio-économiques de la migration représentent un grand défi pour les communes et régions du pays. Les mouvements massifs des personnes se répercutent, entre autres, sur leurs capacités de fournir des services de base à la population (santé, eau potable, éducation etc.). Ces mouvements de transit, d'arrivée, de départ et de retours ont également pour conséquence d'influencer les opportunités de développement économique et la cohésion sociale dans les régions touchées.

Jusqu'à présent, les collectivités territoriales nigériennes ne sont guère en mesure de relever ces défis. Les agents et élus municipaux et régionaux ne disposent ni d'une expertise technique suffisante dans le domaine de la migration, ni d'un niveau d'information adéquat sur l'impact local de celle-ci. En outre, les ressources des collectivités territoriales sont souvent insuffisantes.

L'approche

Le programme collabore étroitement avec les communes et les régions situées le long des routes migratoires afin d'améliorer leur gestion des conséquences socio-économiques de la migration.

Pour mener à bien cet objectif, il est impératif que les collectivités territoriales acquièrent leur propre expertise dans la matière. C'est pourquoi un appui continu est apporté aux agents et élus des collectivités territoriales de façon à ce qu'ils puissent améliorer au fur et à mesure leurs connaissances de l'impact de la migration sur leur commune et leur région.



Nom du programme	Améliorer la gestion des défis migratoires (ProGEM)
Mandataire	Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ)
Cofinancement	Union européenne (UE)
Mise en oeuvre	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
Zones d'intervention	Agadez, Tahoua, Zinder
Tutelle	Ministère du Plan
Durée d'exécution	Du 01.10.2016 au 30.09.2019
Budget	28.500.000 EUR

Avec le soutien du programme, 17 communes et 3 régions ont mis en place des observatoires locaux. Ces cellules techniques regroupent les maires, les principaux élus municipaux et régionaux, des agents techniques locaux ainsi que des représentants de la société civile. En tant qu'outil de conseil interne, ils aident les communes et les régions à collecter systématiquement des informations et à analyser les effets de la migration. Ainsi, les collectivités développent à travers leurs observatoires un savoir local pour guider leurs interventions. Sur cette base, ils élaborent et proposent des mesures de développement appropriées et des recommandations concrètes.



Photo à gauche : Les membres de l'observatoire de Matameye (Région de Zinder) discutent les conséquences de la migration

Photo à droite : Des femmes de la commune de Kantché (Région de Zinder) en train de pomper de l'eau potable



Steffen Müller
 Chef de programme
steffen.mueller@giz.de

Photo à gauche : Des membres d'un observatoire communaux se penchent sur une carte de la commune.

Photo à droite : Des vendeurs proposant leurs articles aux voyageurs vers l'Algérie et la Libye.

Le programme soutient les collectivités territoriales dans la mise en œuvre de ces mesures et recommandations. L'accent est mis sur des projets d'infrastructure dans les domaines de l'hydraulique, des soins médicaux, de l'éducation, du commerce et de la formation professionnelle afin d'améliorer l'accès des populations locales et des migrants aux services de base ainsi que le développement économique.

En outre, les représentants des communes et des régions acquièrent une expertise supplémentaire en matière de migration et de planification du développement local à travers des formations et coachings ciblées. Ces activités sont complétées par des mesures de dialogue social et de sensibilisation afin de renforcer la cohésion sociale parmi les communautés d'accueil, les retournés et les migrants.

Au niveau national, le programme encourage les échanges entre les responsables ministériels et les représentants des autorités territoriales, afin que les expériences locales soient prises en compte dans l'élaboration d'une politique migratoire nationale.

Résultats en chiffres ...

Un total de 16 observatoires locaux regroupant 200 membres sont actifs au niveau communal et régional. Chaque observatoire a réalisé plusieurs cycles d'analyse de l'impact socio-économique de la migration et a identifié des mesures d'action concrètes. Jusqu'à présent, 350 agents administratifs, élus locaux et membres de la société civile ont été formés en matière de gestion des conséquences migratoires au cours d'un total de 24 formations.

En coopération avec les collectivités partenaires, le ProGEM est en train de réaliser 20 projets d'infrastructure d'un volume d'environ 5 million d'Euro. Comprenant un total de 41 chantiers, ces projets incluent notamment plusieurs centres de santé, ainsi que des adductions d'eau potable, des marchés, des salles de classes et des blocs de toilettes. Plus de 150.000 personnes profiteront d'un meilleur accès à ces services de base. En même temps, 1.500 emplois sont créés à travers ces réalisations. La mise en œuvre d'un deuxième lot d'infrastructure d'une envergure similaire sera lancée à partir de juillet 2018.

... et en histoires

La ville d'Agadez connaît un afflux massif de personnes. Dans ce contexte, c'est notamment la situation sanitaire qui se dégrade, avec de graves conséquences sur la santé et le bien-être des populations et des migrants. Afin d'adresser rapidement ces défis, l'observatoire de la ville a identifié les quartiers et les écoles les plus touchés. Ensemble avec la mairie, le ProGEM réalise 15 blocs de toilettes publiques et de latrines scolaires qui bénéficieront à 15 000 résidents et migrants, dont 6 000 enfants. Parallèlement, le ProGEM accompagne la ville dans le développement d'un système durable de gestion des déchets et des eaux usées.

A Tahoua et Zinder, ce sont surtout les jeunes qui migrent vers l'Algérie et la Libye. A leur retour, leur réintégration économique et sociale est souvent difficile. A la suggestion de son observatoire, la mairie d'Illéla réalise pour cela ensemble avec le ProGEM un marché moderne pour soutenir la création d'emploi et le développement de l'économie locale de la zone. Afin de réduire les tensions entre la population, les migrants et les retournés, les observatoires ont développé des pièces de théâtre participatif qui ont été interprétées dans 92 villages de la zone.

La commune de Dirkou – située sur la route vers la Libye – est particulièrement touchée par la baisse des flux migratoires dans la zone. Celles-ci constituaient une source de revenu vitale pour les habitants de la commune. Afin de discuter de manière concrète des alternatives économiques existantes et des activités nécessaires pour les valoriser, la mairie a organisé avec l'appui du ProGEM un forum communautaire de haut niveau, rassemblant les principales autorités locales, régionales et nationales.

Fonds fiduciaire d'urgence pour l'Afrique (EUTF)

Le ProGEM est cofinancé par le BMZ et l'EUTF. Le Fonds fiduciaire d'urgence contribue à promouvoir la stabilité et à améliorer la gestion des migrations dans le Sahel et le bassin du lac Tchad, dans la Corne de l'Afrique et en Afrique du Nord. Il contribue plus particulièrement à remédier aux causes profondes des phénomènes de déstabilisation, des déplacements forcés et des migrations irrégulières en améliorant les perspectives économiques et en promouvant l'égalité des chances, la sécurité et le développement.

Publié par : Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH
 Siège de la société : Dag-Hammarskjöld Weg 1-5
 D-65760 Eschborn
 Allemagne
 T: +49 (0)61 96 79-11 75
 F +49 (0)61 96 79-11 15
 Auteur : Nicolas Klotz
 Traductrice : Soňa Jarošová
 Mise en page : GIZ
 Date : Juin 2018
 La GIZ est responsable du contenu de cette présentation.

En coopération avec : Ministère du Plan
 Mandaté par : Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ)
 Cofinancé par : L'Union européenne (EUTF)
 Coordonnées des sièges du BMZ : BMZ Bonn
 Dahlmannstraße 4
 D-53113 Bonn
 T: +49 (0)228 99 535-0
 BMZ Berlin
 D-10963 Berlin
 T +49 (0)30 18 535-0
 poststelle@bmz.bund.de
 www.bmz.de